

Si on réfléchissait ne serait-ce qu'un instant à la parfaite *spectacularité* qui caractérise des « événements » tels que celui de Davos, à leur caractère liturgique, ainsi qu'à leur grotesque incapacité à produire des décisions dignes de ce nom, on n'aurait probablement aucune difficulté à conclure que, tout simplement, il ne vaut pas la peine d'en parler.

Et cependant, à bien y regarder, il y a quand même une bonne raison pour s'y intéresser. Nous devons essayer de comprendre d'où vient cette disproportion grotesque entre le « poids médiatique » de l'« Événement » et son vide politique. S'il y a quelque chose dont les élites médiatisées ne peuvent se passer, tout simplement pour affirmer leur existence en tant qu'élites, c'est précisément de cacher le fait qu'elles *ne sont pas du tout responsables* de ce qu'elles s'obstinent à appeler leurs « décisions ». Dans notre société de communication généralisée, la manière la plus efficace pour faire cela, c'est d'*officialiser* le « vide de pouvoir », où, mieux encore, l'impuissance constitutive où baignent ces élites. L'officialisation du vide nie ce même vide de façon spectaculaire. Il est donc impératif de « se rassembler » et de « discuter », *comme si*, des décisions pourraient véritablement être prises. Comme si, finalement, l'état du monde dépendait pour de bon du « consensus global » dont le Forum de Davos est censé être un des lieux d'élaboration.

Il demeure en tout cas assez prudent de se poser une question préliminaire: quelle serait la légitimité – au vu de la formation d'un consensus global, à son tour promu comme condition indispensable pour des décisions elles aussi également globales – d'une telle réunion des représentants des élites appelées à gouverner ? Qu'est-ce qui en garantit la crédibilité ? « Si dieu n'existe pas, comment puis-je être capitaine ? », disait un personnage de Dostoïevski...

Étant donné que, il n'est plus admis, paraît-il, d'invoquer Dieu comme garant du Trône, la seule réponse possible n'est au fond que de l'enrôler dans une élaboration médiatique « spectaculaire », justement au sens longuement décrit par Guy Debord. Dans un « espace communicationnel » foncièrement dépourvu de sens, la seule garantie de significativité, et donc aussi de légitimation du pouvoir, repose sur la réélaboration incessante de l'état public des attentes, dans la mise en place d'un débat infini où toute position apparaît comme susceptible d'une réélaboration indéfinie, et, cela va sans dire, démocratique. Habermas docet.

Certes, on pourrait objecter que, même par rapport à cette idée habermasienne, le Forum de Davos est en réalité beaucoup moins démocratique qu'il n'aimerait paraître, puisque ses participants appartiennent, en majorité, à une « élite » lourdement marquée tant du point de vue de la classe que de leur situation géopolitique. De même, il est légitime de s'inquiéter du fait que parmi ceux qui ont été appelés à jouer le rôle de conscience critique au sujet des erreurs de fond du système financier global qui ont amené à la crise, il y a eu, pour ne citer que deux exemples, le PDG d'une banque très exposée comme Barclays, et l'homme politique le plus médiatique, mais aussi peut-être le plus incompétent et le plus présomptueux que l'involution politique de ces dernières décennies ait pu produire, à savoir Nicolas Sarkozy.

Mais en tout cas nous pouvons en être assurés : même si, comme on commence à l'entrevoir, le « global consensus » est déjà en train de se former avec l'apport d'autres « énergies », « intellectuelles » et « politiques », en particulier celles venant de l'Orient, l'impression décevante de médiocrité et d'uniformité que nous inspire déjà aujourd'hui cet événement ne manquera certainement pas de se confirmer. Qu'importe, en effet, la provenance sociale ou ethnique des participants, quand on sait qu'ils sont invités à parler au titre de « global changemaker » ?

Tu ne rêves pas, cher lecteur. Cette expression, née dans le milieu de l'activisme altermondialiste, s'est aussitôt institutionnalisée, en devenant le mot d'ordre d'un programme du British Council, où on peut lire que le GCM (j'abrège par pudeur...) est « un jeune activiste communautaire, issu du bénévolat ou entrepreneur social [...] capable aussi bien d'influencer sa communauté que *de parler aux autorités avec confiance et passion* [j.s.]. Les GCM ne craignent de défier ni les manières reçues les modes de pensée bien établis ni même leurs propres convictions. Les GCM regardent en avant [vers le soleil de l'avenir ?], se font des idées et les mettent en pratique. Un GCM accepte la différence, il est flexible, il est capable de développer de nouvelles idées et de nouvelles capacités, ainsi que de les communiquer aux autres »

Pour l'instant, et en attendant que le monde soit sauvé par les GCM, à Davos on a trouvé le moyen d'organiser pour ces jeunes – si passionnés et confiants face au pouvoir - ce qui pourrait apparaître comme un « panel » aussi « sympa » qu'anodin, dont le titre était – Jonas docet – *Being responsible for the future*. Et pour faire que la tarte à la crème fût parfaite, on a invité pour le présider quelqu'un qui, de par son métier, ne semblerait pas être tenu de se poser la question du capitaine de Dostoïevski : à savoir l'archevêque de Canterbury, Rowan D. Williams. Tout était donc prêt : la liturgie peut commencer.

Je dis bien « la liturgie », parce que le susdit *panel* n'a pas été, comme on aurait pu le penser de prime abord, un événement marginal et folklorique à l'intérieur d'un contexte bien plus sérieux et consacré à bien d'autres débats. Non : dans le *home page* du Forum, intitulé cette année, dans un esprit de renouvellement millénariste, *Improve the State of the World: Rethink, Redesign, Rebuild*, on peut lire ceci : « une session finale, coprésidée par les vice-présidents du *Annual Meeting*, s'enquiert sur ce que l'industrie et les gouvernements [que la hiérarchisation implicite de coordination ne vous échappe pas] peuvent faire pour conduire l'économie globale vers une reprise durable »

Très bien. Qui va donc parler ? Est-ce que seront les pontifes de l'industrie et des gouvernements ? Bien sûr que non ! Beaucoup mieux : ce seront de véritables prêtres – appelés, probablement pour que cela sonne mieux, « faith leaders ». « Faith leader », cela sonne comme « opinion leader ». Ça sonne comme ça, parce que c'est comme ça. Dans la logique de sous-traitance qui règne souveraine dans un monde globalisé et flexible, l'« industrie » et les « gouvernements » font la place à la « religion » pour « discuter de l'importance d'Être responsables de l'avenir. Et il sont accompagnés par les GCM, des jeunes sélectionnés par le British Council pour leur engagement actif dans leurs communautés ». Amen.

Et l'économie ? À Davos on en quand même parlé un tout petit peu, en effet, dans la Session du 30 janvier, intitulée *Global Economic Outlook*, présidée par Martin Wolf, éditorialiste du *Financial Times*, et animée par Josef Ackermann, PDG de Deutsche Bank, Larry Summers, ancien ministre du Trésor américain et conseiller de Obama, Christine Lagarde, ministre française de l'Économie, Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI, Zhu Min, vice-gouverneur de la Banque populaire chinoise, Montek Ahluwalia, président de la commission indienne pour la planification, et Yoshito Sengoku, ministre de la politique économique japonaise. Les questions à l'ordre du jour : le déplacement de l'axe du pouvoir économique d'Ouest en Est, les déséquilibres globaux, et, évidemment, l'évaluation des politiques anticrise.

Sur le *Financial Times* du 2 février, Martin Wolf a donné un compte-rendu du débat tout à fait optimiste. Sur la base de quoi ? Pourquoi pour Wolf « tout va bien » ? Parce que, par exemple, les politiques anticrise ont réussi à endiguer la crise, en mettant en place des « stimuli monétaires et fiscaux sans précédent en temps de paix ». Laissons de côté que le fait de devoir rappeler que nous sommes en « temps de paix », apparente, malgré les meilleures intentions de l'auteur de l'article, notre situation à une situation de guerre ; mais comment pourrait-on *d'ores et déjà* affirmer que des telles politiques ont réussi ? En fait, il

n'y a aucune raison d'en venir à de telles conclusions, qui pourraient se révéler tout à fait hâtives. Wolf lui-même le sait très bien, puisqu'il évoque dans ce même article le fantôme des *exit strategies*.

En quoi consistaient en effet les susdits stimuli ? Comme tout le monde le sait et le comme les experts le disent, il s'agissait d'« injections de liquidité ». Ce qu'on dit un peu moins souvent, c'est que l'autre nom pour la même chose est « augmentation des dettes nationales consolidées ». Le point crucial des *exit strategies*, est donc, si l'on veut utiliser un langage plus direct, le suivant : *quand seront payées les dettes publiques avec lesquelles on a pu permettre aux dettes privées de n'être pas payées ?* La réponse à cette question c'est Strauss-Kahn lui-même, cité par Wolf, qui l'a donnée à Davos : *mieux vaut tard, et si possible, jamais*. « Si nous nous en sortons trop tard, nous gaspillons des ressources sous la forme de déficits et de dettes nationales excessives ; si nous nous en sortons trop tôt, nous risquons de donner un coup mortel à la confiance des marchés [...] Et, comme il y a une certaine asymétrie des effets, nous ne devons pas retirer trop tôt les stimuli. »

L'« asymétrie » des effets évoquée par Strauss-Kahn revient en effet à avouer, de façon aussi forte qu'inconsciente, cette impuissance constitutive des élites dont j'ai parlé au tout début. Elle consiste dans ce fait très simple : bien que l'augmentation de la dette nationale apparaisse à *la longue* porteuse de crise (cela fait désormais quelque temps qu'on parle de la possibilité d'une « sovereign debt crisis »), la décision de demander à tout débiteur d'assumer sa responsabilité de payer ses propres dettes aurait pour effet *immédiat* de faire retomber le marché dans la même crise d'où on a tenté à tout prix de le faire sortir, non sans s'en vanter. Ce qui est clair, c'est que la « décision » a dû ici être prise avant toute discussion possible : puisque les marchés doivent pouvoir fonctionner, coûte que coûte, les coûts à supporter pour les faire fonctionner il faut accepter le fait qu'ils *doivent* augmenter *sine die*. Peu importe si pour nous sauver de cette crise nous en préparons une autre. Si nous voulons un avenir, nous devons être « responsables » : mais dans ce contexte institutionnel, être responsable de l'avenir revient au fait que pour l'instant nous *ne* devons *pas* payer [applaudissements dans toute la salle, à gauche et à droite].

Voilà donc le sens de responsabilité pour l'avenir qui est cultivé dans un lieu comme Davos, mais évidemment non seulement là-bas. Ainsi « repense »-t-on le monde dans ce coin-là. Ainsi, finalement, continue-t-on à décider de ne pas décider, en spectacularisant le tout dans la forme d'un « débat global ». Il reste à se demander s'il n'existerait d'autres manières d'exercer le sens de la responsabilité et le sens de l'avenir. Par exemple, en nous demandant à quelles conditions un système financier pourrait-il fonctionner grâce auquel on ne pourrait jamais se trouver dans la situation irresponsable décrite par Strauss-Kahn dans son dilemme. Par exemple en cherchant à mettre au clair les conditions nécessaires, à l'intérieur des relations de crédit, pour que les dettes puissent être construites de façon à être toujours *honorées*.

Massimo Amato